

Compte rendu

Ouvrages recensés :

Foster, John et al. *Energy for Development : An International Challenge*. Prepared for the North-South Roundtable of the Society for International Development, New York, Praeger Publishers, 1981, 301 p.

Hoffmann, Thomas et Johnson, Brian. *The World Energy Triangle : A Strategy for Cooperation*. Cambridge (Mass.), Ballinger Publishing Company, 1981, 235 p.

par Georges A. Léger

Études internationales, vol. 14, n° 2, 1983, p. 372-375.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/701515ar>

DOI: 10.7202/701515ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

tion pour donner toute la valeur possible à cette enquête.

Pour sa part Philip Donner brosse un tableau des « formes de musique en Tanzanie et leur base socio-économique ». Pour ce faire, il adopte la catégorisation autochtone. Il constate que différentes formes de musique sont liées aux transformations qui avaient lieu dans la base socio-économique.

Ce texte se divise en quatre sections. La première présente les concepts généraux de musique en Tanzanie, la seconde dépeint les formes de musique liées aux modes de production pré-capitaliste, la troisième se penche sur les formes de musique qui ont émergées sous l'impact du colonialisme tandis que la dernière retrace l'innovation dans les formes musicales lors de l'émergence du capitalisme urbain.

Un point important qui est souvent absent des études d'ethnomusicologie et que l'auteur a su mettre en lumière est le fait que « la base socio-économique se reflète de différentes façons dans la culture musicale, il est donc compréhensible que certains traits (patterns) musicaux soient similaires dans des cultures différentes » (p. 90). Il n'est pas nécessaire de rappeler l'omniprésence de la musique dans toutes les sphères de la vie mais il est intéressant de constater qu'elle peut devenir un des éléments centraux dans la construction d'une société. Elle est un aspect négligé des études portant sur la culture et sa mise en relation avec les autres éléments est un pas en avant.

Le dernier article du recueil, « Une introduction aux archives du projet Jipemoyo » d'Ulla Vuorela, est une mine d'informations sur les conditions de terrain, l'élaboration de techniques de classification, de codification et de conservation des informations recueillies. Ici se traduit la grande expérience de la Finlande dans la collection et le traitement de traditions et de coutumes.

C'est un document à caractère technique que tout chercheur et tout étudiant impliqué dans la recherche se doit de consulter. Il devrait faire la joie des professeurs ou chargés de cours sur les techniques anthropologiques et de terrain.

Malgré les apports positifs de cette publication, *Jipemoyo 3* suscite une interrogation ou plutôt une appréhension face à toutes les bonnes intentions déclarées. Nous nous interrogeons, à la lumière d'autres publications, pour savoir si de telles études faites en cours de mise en place d'un programme planifié ailleurs n'auraient pour but réel le désamorçage des résistances villageoises? Nous sommes quelque peu impressionné par le manque de considérations portant sur la reproduction, entre autres sur la santé, dans les trois publications.

J.H. Clément CHABOT

*Département d'Anthropologie
Université Laval*

FOSTER, John *et al.* *Energy for Development: An International Challenge*. Prepared for the North-South Roundtable of the Society for International Development, New York, Praeger Publishers, 1981, 301p. HOFFMANN, Thomas et JOHNSON, Brian. *The World Energy Triangle: A Strategy for Cooperation*. Cambridge (Mass.), Ballinger Publishing Company, 1981, 235p.

Il est intéressant à plus d'un titre de comparer ces deux monographies. D'une part, elles s'adressent au même problème: les conséquences pour les pays en développement importateurs de pétrole (PDIP) de la crise occasionnée par les flambées de prix du pétrole au cours des années soixante-dix. De plus, elles fournissent une analyse détaillée des stratégies énergétiques de ces pays, dont la plupart dépend davantage des moyens primitifs d'énergie tels que le bois de chauffage et la traction animale, que des hydrocarbures ou surtout des sources renouvelables d'énergie. Enfin, elles préconisent, aussi bien sur le plan national qu'international, certains moyens pour aider ces pays à faire face à cette crise tout en préservant leur niveau actuel de développement économique et leur spécificité socio-culturelle.

Il y a toutefois un contraste dans l'approche des différents auteurs. L'étude de la Table

ronde nord-sud, *Energy for Development*, est avant tout une analyse de la situation des PDIP à la suite de la deuxième crise énergétique en 1979. C'est ainsi qu'elle est planifiée: une description de la situation énergétique mondiale est suivie d'une présentation des parties en cause, les PDIP, les pays en développement exportateurs de pétrole (en particulier l'OPEP), et les pays industrialisés; les occasions qui se présentent aux divers acteurs de ce tableau; et enfin un cadre d'analyse des politiques énergétiques des PDIP. L'étude est dirigée par la Table ronde nord-sud, une émanation de la Société pour le développement international. Cette Table ronde, présidée par Maurice Strong, ancien P.D.G. de la société nationale Pétro-Canada a constitué un groupe de travail réunissant cinq experts du monde de l'énergie et de la coopération au développement, dont deux canadiens, David Pollock, professeur de relations internationales à l'Université Carleton, et John Foster, anciennement économiste senior à Pétro-Canada, qui aujourd'hui dirige une société d'études à Ottawa, EDPRA Consultants. Leur but est de préparer une analyse des politiques concernant l'avenir énergétique afin de servir de fondement à un dialogue qui devrait mener éventuellement à des négociations nord-sud en vue d'élaborer un cadre national et international permettant de faire face aux problèmes liés à l'énergie.

Par contre, l'ouvrage de Hoffmann, et Johnson, *The World Energy Triangle*, présente une thèse qui va au-delà (et quelquefois bien au-delà) de l'analyse présentée. Les auteurs arrivent sensiblement aux mêmes conclusions quant à la situation désespérée des PDIP face aux crises répétées des prix du pétrole. Ils distinguent par ailleurs trois blocs de pays ayant des intérêts différents, mais pas nécessairement divergeants: les PDIP, les pays de l'OPEP (et les autres pays exportateurs de pétrole, comme le Mexique); et les pays industrialisés réunis au sein de l'OCDE (et en particulier ceux qui font partie de l'Agence internationale de l'énergie). La thèse des auteurs est qu'il y a lieu de renforcer les rapports triangulaires entre ces trois blocs en faisant ressortir plus clairement leur inter-dépendance sur le plan énergétique aussi bien que sur ceux

des échanges commerciaux, des flux monétaires et de la stabilité politique.

Selon Hoffmann et Johnson, les pays développés, notamment les pays occidentaux industrialisés, devraient faire des efforts plus considérables pour réduire leur demande de pétrole importé. S'ils réussissent, ils pourront aider les pays en développement importateurs de pétrole à avoir plus facilement accès à des sources d'énergie relativement moins coûteuses, pour assurer leur développement. En outre, si les pays en développement, avec l'aide nécessaire du monde industrialisé, réussissent à devenir plus efficaces dans leur consommation d'énergie et à développer leurs propres sources d'approvisionnement, leurs besoins en énergie importée s'en trouveront diminués et la pression exercée sur les marchés pétroliers sera vraisemblablement plus tolérable. Les pays de l'OPEP, pour leur part, pourraient augmenter leurs contributions financières au développement de leurs voisins moins favorisés et participer avec les pays industrialisés à un transfert de technologie dans le domaine des énergies renouvelables.

Malheureusement, la transition vers un marché énergétique reposant sur des sources plus fiables, plus sûres et, idéalement, renouvelables, ne se fera pas du jour au lendemain. D'ici là, nous devons bien faire face à la réalité, c'est-à-dire continuer à vivre dans un monde où le pétrole reste et restera, pendant de nombreuses années, la principale forme d'énergie commerciale et, de loin, la principale denrée de base du commerce mondial. C'est là, justement, où les auteurs du « *World Energy Triangle* » vont un peu loin en préconisant une utilisation plus généralisée, du moins sur le plan local, de l'énergie solaire. Leur analyse repose sur l'ascension irréductible des prix du pétrole et du gaz naturel, dont l'offre ne saurait jamais satisfaire la demande. Les événements des derniers mois, la chute des prix de l'essence et l'affaiblissement de l'unité et de la cohésion parmi les pays de l'OPEP, constituent une véritable révolution que les auteurs n'ont évidemment pas pu prévoir.

Sur le plan de l'actualité et de l'importance de leur étude, les deux livres fournissent

un outil indispensable à ceux qui s'intéressent ou qui s'activent à offrir une solution aux pays du Tiers-Monde déficitaires en hydrocarbures. Dans les deux cas, les auteurs exposent un véritable cercle vicieux dans lequel ces pays se sont engagés, incapables de revenir aux énergies traditionnelles sans sacrifier l'acquis économique si chèrement gagné. De plus, les coûts sociaux et écologiques qui résulteraient de l'augmentation de la consommation du bois de chauffage et autres combustibles traditionnels sont également prohibitifs, en termes de déboisement et d'érosion du sol. Ces pays ne peuvent d'ailleurs pas facilement explorer le monde futuriste des autres sources d'énergie. Ils ont besoin de pétrole.

Or cette dépendance est coûteuse, selon ces experts. Car, à part les combustibles, les prix des produits de base ont baissé par rapport aux prix des produits pétroliers et manufacturiers, et les taux d'intérêt pour les emprunts financés par les banques de développement ont augmenté.

Les « chevaliers » de la Table ronde nord-sud ne nous cachent pas que ces problèmes ne sont pas faciles à résoudre. En ce qui concerne la consommation d'énergie, les pays moins développés ont fort peu de possibilités de réaliser des économies. Les auteurs examinent alors certaines autres sources d'énergie, telles que le charbon, le bois, la biomasse, l'énergie solaire et l'énergie géothermique. Certaines d'entre elles sont certes efficaces et paraissent peu coûteuses, mais leurs recherches montrent que la plupart ne sont pas encore rentables ou ne sont pas encore au point sur le plan technique. Certaines conclusions s'imposent à la lecture de ces deux livres, et c'est peut-être là leur plus grande utilité :

– plusieurs PDIP sont dotés d'une variété de sources d'énergie, et pourraient, en coopération avec les pays industrialisés dans le domaine du transfert de la technologie, devenir auto-suffisants, voire exportateurs d'énergie ;

– certains de ces pays produisent déjà des hydrocarbures, et devraient être encouragés à augmenter leur production. Il s'agit même parfois des PDIP les plus peuplés : l'Inde, le

Pakistan, le Bangladesh, le Brésil en sont des exemples frappants.

– ce sont les pays dont le profil géologique ne permet que de faibles espoirs d'hydrocarbures qui attirent le moins d'effort de prospection. Or, dans plusieurs cas, leurs réserves réduites pourraient suffire pour rendre ces pays auto-suffisants ;

– il faut procéder à un effort massif de reboisement : les pays les plus démunis sont totalement dépendants sur le bois de chauffage comme source première d'énergie ;

– il faut aider les PDIP à procéder à une planification énergétique rigoureuse s'ils veulent éviter d'entreprendre des initiatives trop hâtives souvent coûteuses et divergentes, ou dont la technologie n'est pas encore à point ;

– il faut trouver de nouvelles approches dans le domaine de l'aide au développement dans le secteur de l'énergie, à la fois sur le plan national – comme le cas du Canada avec la nouvelle société Pétro-Canada International – et sur le plan international, suivant l'exemple de la Banque mondiale avec son programme accru de prospection et d'exploitation des hydrocarbures dans les PDIP.

– enfin il faut miser sur la formation des cadres dans ces pays et le transfert des technologies des pays industrialisés, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables.

Dans une certaine mesure, une plus grande disponibilité de pétrole et la chute récente de son prix ont contribué à réduire un peu le fardeau des pays en développement, un facteur que ces deux ouvrages n'ont pas pris en considération, tellement il paraissait illusoire il y a à peine un an. Par contre, ils sont certainement préoccupés par l'incertitude persistante dans laquelle baigne la planification énergétique. Ils ne peuvent certainement pas se fier à une tendance à la baisse des coûts en énergie. Dans le monde changeant du marché mondial du pétrole, la manne d'aujourd'hui pourrait facilement devenir la pénurie de demain, alors que le marché se durcit à nouveau. En dépit des taux réduits de consommation qui résultent en partie des bas niveaux d'activité économique et en dépit des récentes discordes au sein de l'OPEP qui ont entraîné une baisse des prix du pétrole brut, la vulnérabilité fon-

damentale du système international d'approvisionnement en pétrole demeure. C'est le message fondamental que les auteurs de ces deux ouvrages cherchent à nous transmettre, avec succès espérons-le!

Georges A. LÉGER

*La société Pétro Canada
pour l'assistance internationale*

STEVENS, Charles J. *Confronting the World Food Crisis*. Muscatine (Iowa), The Stanley Foundation, Coll. « Occasional Paper 27 », 1981, 26 p.

La brochure de Charles Stevens s'inscrit dans la série des publications de la Fondation Stanley destinée à promouvoir les solutions multilatérales aux problèmes mondiaux. Cette fois-ci, Charles Stevens aborde le problème alimentaire mondial et ses dimensions politiques, et fait une évaluation des différentes solutions proposées.

Même s'il y a un bon nombre de facteurs qui déterminent la production et la distribution des denrées, Stevens croit que la pauvreté et la croissance rapide des populations du tiers monde sont les deux causes principales de la faim. Mais, jusqu'ici tous les efforts pour remédier à la situation sont empêchés par le fait que, selon Stevens, « The current international system of food management is one largely controlled by established political and commercial interests. » (p. 10).

Pour améliorer la situation alimentaire, Stevens recommande que :

- 1) les pays en voie de développement adoptent une politique d'auto-suffisance,
- 2) les programmes d'aide alimentaire fassent partie d'un plan de développement bien intégré,
- 3) l'aide américaine accorde une plus grande priorité aux besoins des bénéficiaires au lieu des intérêts économiques des États Unis,
- 4) des réserves nationales de grains contrôlées par l'ONU soient établies pour assurer aux importateurs d'aliments des approvisionnement en céréales, même en période de pénurie.

5) les agences d'aide développent des méthodes plus efficaces pour administrer les programmes d'aide alimentaire.

Il faut noter certaines lacunes dans ce petit ouvrage. En raison de la brièveté de cette brochure, on ne trouve que très peu de discussions sur ses recommandations. Ainsi, quand Stevens parle de la nécessité d'adopter des critères humanitaires pour l'octroi de programmes d'aide alimentaire, il ne donne pas une explication de ses critères. Quand il recommande la constitution de réserves de grain, il ne parle pas des conflits d'intérêts qui ont déjà empêché leur établissement. Malgré sa conviction de l'importance des programmes pour contrôler la croissance des populations, Stevens ignore totalement les obstacles déjà rencontrés par ces programmes.

Le spécialiste n'y trouvera rien qu'il n'a déjà lu ailleurs. Mais, pour l'étudiant peu familier encore avec le sujet, *Confronting the World Food Crisis* constituera un bon point de départ.

Mark CHARLTON

*Département de science politique
Université Laval*

WOODS, Richard G (ed.), *Future Dimensions of World Food and Population*, Boulder (Col.), Westview Press, 1981, 431 p.

Cet ouvrage reproduit les conférences données par 14 experts aux parlementaires américains dans des dinner-meetings organisés par la Congressional Roundtable on World Food and Population en 1979 et 1980. Le but avoué est de se conformer aux sensibilités de ces parlementaires et de contribuer au renforcement du leadership des États-Unis par une meilleure information de ses législateurs et citoyens. L'ambiguïté est là, dès le départ et subsiste au long des cinq sections du livre.

La première section pose le problème global de l'équilibre entre populations et alimentation. Maurice Williams et Hopper affirment que la terre peut nourrir convenablement ses habitants si disparaissent les obstacles ins-